

**7 juin 1965, Montréal**

**Association des hommes d'affaires du Nord de Montréal**

Si l'on considère objectivement le chemin parcouru au cours des cinq dernières années, on est forcé de se rendre compte que le Québec vit maintenant sous un ordre nouveau. On est forcé aussi de reconnaître, que le visage de notre province a commencé à se modifier d'une façon que certains n'ont pas hésité à qualifier de révolutionnaire. En tout cas, il est certain que les changements de toute nature que le gouvernement a instaurés, à la demande même de la population, dans tous les secteurs de notre vie économique, sociale, culturelle et politique, sont sans précédents.

Pour en mesurer la portée et l'étendue, il suffit de se replacer mentalement dans les années 50 et de se rappeler comment nous vivions alors. Pensons surtout, si je peux m'exprimer ainsi, à la philosophie dominante de l'époque, philosophie à laquelle, croyait-on, le Québec devait se soumettre et dont il devait passivement s'inspirer, si tant est qu'une inspiration puisse être passive. Mais nous n'en étions pas à un paradoxe près!

Ainsi, on tenait pour acquis que l'État devait autant que possible demeurer à l'écart de la vie économique et qu'il fallait plutôt se reposer entièrement sur l'entreprise privée. Ceux qui n'adhéraient pas aveuglément à une telle doctrine étaient facilement considérés comme des socialistes dangereux, voués à la destruction de nos institutions les plus chères.

Dans le même ordre d'idées, on trouvait normal et même souhaitable que le territoire du Québec serve avant tout de source de matières premières destinées à l'exportation et, de là, à la transformation hors de nos frontières. Quand quelqu'un mettait ce régime en doute, on l'accusait d'adopter des positions peu réalistes. On allait même jusqu'à prétendre que les capitaux étrangers s'éloigneraient du Québec si on décidait de transformer les matières premières chez nous.

Le système d'enseignement québécois nous était présenté comme le meilleur du monde et, là encore, ceux qui osaient suggérer des réformes étaient taxés de communistes ou d'athées.

On considérait que les emplois dans la fonction publique ne devaient intéresser que ceux qui pouvaient difficilement se trouver du travail dans l'entreprise privée. On ne voyait pour l'administration publique, aucun rôle dynamique à jouer. Presque tous les ministères étaient, à leur façon, des officines gouvernementales au service d'intérêts particuliers.

On acceptait difficilement que le gouvernement prenne des responsabilités additionnelles en matière de sécurité sociale. On avait tendance à laisser plutôt à l'individu et à sa famille le soin d'assurer eux-mêmes, par leurs propres moyens, la plus grande partie du fardeau ou presque, de situations dont ils n'étaient pas véritablement responsables, notamment dans le domaine de l'hospitalisation et de la santé. Dans nos relations avec le gouvernement central, on avait fini par considérer que la protection de nos droits n'était possible que par une attitude négative qui se limitait à un refus de dialoguer accompagné d'un repli sur nous-mêmes. Cette attitude pouvait parfois prendre une forme théâtrale, mais elle n'en demeurait pas moins essentiellement stérile.

Mais laissons là le passé et regardons plutôt la situation actuelle, le nouvel esprit qui anime le Québec moderne.

Aujourd'hui, que trouvons-nous au Québec? Un gouvernement qui, – je crois qu'on nous rendra ce témoignage, – est animé d'un dynamisme remarquable dans tous les champs de son activité; une façon de voir les choses grâce à laquelle les tabous d'antan apparaissent plutôt comme de mauvais souvenirs que comme des règles de vie; une population qui, loin de se replier sur elle-même, s'engage dans des entreprises de toutes sortes qui auraient fait frémir nos pères. Je pense par exemple aux initiatives que l'État québécois – notre État – a suscitées avec l'appui moral et souvent matériel de ses citoyens: réforme de l'administration publique du Québec, système d'éducation moderne, Conseil d'orientation économique, Société générale de financement, nationalisation de l'électricité, nouvelle politique sociale, assurance-hospitalisation, et que sais-je encore ? Dans le domaine des relations fédérales-provinciales, nous prenons des attitudes qui tranchent nettement avec celles qui prévalaient auparavant. On sait maintenant les avantages tangibles qui en ont résulté pour le Québec. On sait aussi que nous avons de ce fait graduellement poussé le reste du Canada à réfléchir – et très sérieusement – sur le rôle que nous voulons et devons jouer dans notre pays.

Il est facile de voir que nous n'avons rien négligé. Certains sont d'opinion que nous avons commencé trop de choses à la fois. Ceux-là oublient cependant que, dans bien des domaines, tout était à commencer et qu'il était urgent d'agir. Nous étions déjà en retard. Tout de même, il est bien évident que si un mot résume et caractérise les gestes que nous avons posés jusqu'à maintenant, c'est bien celui d'« action ». Je ne voudrais pas que l'on y voie une quelconque propagande politique, mais force nous est d'admettre que pendant les cinq dernières années, le Québec a fait un bond prodigieux en avant, un bond d'une ampleur que rien – il y a six, sept ou dix ans – ne permettait de prévoir. Nous avons trouvé chez les nôtres à la fois le désir et l'énergie pour quitter une certaine tranquillité traditionnelle et pour se diriger vers des avenues encore inexplorées, mais combien fructueuses. Nous avons repris une confiance en nous-mêmes qui, sans nous porter à la témérité, a définitivement chassé les mythes anciens et nous a ouvert des horizons nouveaux.

Je pourrais prolonger l'énumération, détailler la comparaison, faire ressortir d'autres faits. Mais ce que j'ai dit de la situation qui existait au Québec il n'y a pas si longtemps par rapport au mode de vie que nous nous efforçons dorénavant d'instaurer chez nous suffit, je pense bien, à démontrer combien profondément la réalité québécoise s'est transformée en si peu d'années. Il est bon et rassurant, de temps à autre, de faire le point, de mesurer les résultats de la vaste remise en question qui caractérise le Québec depuis cinq ans. Car depuis cinq ans, tout et je n'exagère pas en disant tout – a été remis en question chez nous, a été réexaminé, a été repensé. Après de longues années, – et même des générations, d'une évolution qui, sans s'être jamais arrêtée, était tout de même assez lente et incertaine par rapport à celle d'autres pays, voilà qu'il se produit maintenant un bouillonnement d'idées, une vitalité nouvelle d'autant plus étendue qu'elle avait été comprimée et même niée par l'état d'esprit antérieur. Le gouvernement, on le sait, a eu et a encore une part de responsabilité dans le mouvement dont le Québec actuel fait preuve. Il a proposé des objectifs et canalisé des énergies. Même si notre action a été variée et rapide, nous n'avons toutefois pas agi dans le désordre et l'improvisation. Comme vous le savez, nous présentons

un programme précis d'action, mais nous avons pris garde de nous enfermer dans un cadre rigide et déterminé une fois pour toutes. Nous avons voulu être assez réalistes pour atteindre les objectifs fixés, sans être esclaves d'une sorte d'horaire, et pour profiter des circonstances dans la mesure du possible. Aujourd'hui, après cinq ans d'efforts intenses, nous avons, je crois, raison d'être fiers des progrès accomplis, mais nous ne devons pas succomber à la tentation, bien humaine, d'arrêter là notre marche en avant. Il n'est même pas question de la ralentir. Ceux qui pourraient le souhaiter, ceux qui croiraient le soupçonner sont dans l'erreur. Nous avons autant et même encore davantage à faire que tout ce qui a été accompli jusqu'à maintenant. Vous serez peut-être surpris de m'entendre m'exprimer de la sorte, mais je dois vous dire que le gouvernement du Québec sait fort bien que l'œuvre à laquelle il se consacre n'aura pour ainsi dire jamais de terme. Les initiatives que nous avons adoptées sont, ne l'oublions jamais, des moyens d'action et non des fins. Une fois traduites dans les faits, elles sont la réalisation partielle de politiques générales plus étendues, ou bien elles deviennent de nouveaux points de départ.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement veut à tout prix maintenir, aujourd'hui et pour les années à venir, le rythme d'activité qui a été le sien depuis cinq ans. Nous serions peut-être portés à nous reposer sur nos lauriers, en nous contentant de nous vanter de notre action lassée. Je peux vous dire, en tout cas, qu'il y aurait matière à plusieurs centaines de discours et de publications de propagande et, cela, seulement à partir de la matière première abondante qu'est l'œuvre accomplie jusqu'à maintenant.

Mais nous n'ignorons pas qu'en se donnant un nouveau type d'administration publique, le peuple du Québec a du même coup signifié son intention bien nette de voir cette administration poser des gestes précis et concrets et attaquer les problèmes dans leurs racines. Je crois même qu'il est bien davantage prêt à nous voir commettre quelques erreurs en agissant qu'à apprendre que nous ne nous trompons jamais en ne faisant rien. En quelque sorte, la population du Québec nous a condamnés à toujours aller de l'avant. Et je crois que nous y allons. Pensons, si vous le voulez bien, à ce qui a été entrepris ou annoncé par le gouvernement, non pas l'an dernier ou l'année d'avant, mais au cours des seuls six ou huit derniers mois: sidérurgie, société québécoise d'exploration minière, nouvelle politique agricole, caisse de retraite, caisse de dépôt et placement, amélioration de l'échelle de salaire des fonctionnaires, reconnaissance du syndicalisme chez les fonctionnaires, ministère de la justice, entente avec la France en matière d'éducation et projet d'entente culturelle, cidrerie, société générale d'habitation du Québec, mise en œuvre graduelle des recommandations du rapport Parent, assurance-santé, etc. Je vous mentionne toutes ces initiatives et ces projets, non pas par ordre d'importance, mais un peu comme ils me viennent à l'esprit. Ils peuvent vous aider à saisir combien, même après cinq ans d'activité intense, il reste de choses à faire et à voir que, bien loin de se reposer j'en sais quelque chose – le gouvernement du Québec veut franchir de nouvelles étapes dans la voie du progrès économique et social de notre peuple.

Certaines personnes laissent parfois entendre que l'action gouvernementale est en voie de se ralentir, que nous manifestons de moins en moins de dynamisme, que nous avons moins de grands projets à proposer qu'il y a deux ou trois ans, en définitive que nous sommes devenus plus timides.

Je crois, comme Premier ministre de cette province, que de telles opinions ne reposent sur aucun fondement réel, mais qu'elles proviennent plutôt d'une réaction psychologique. Nous sommes collectivement devenus victimes d'une sorte d'accoutumance au rythme du changement. Nous sommes si habitués à ce que notre gouvernement pose des gestes spectaculaires, que lorsqu'il en pose de nouveaux, nous ne les voyons plus dans leur ordre d'importance. Lorsqu'un avion décolle, les passagers ont l'impression d'une vitesse étonnante, mais effectivement lorsque l'avion vole au-dessus de l'océan à cinq ou six cents milles à l'heure, ces mêmes passagers ont le sentiment de ne pas avancer, et cela pourquoi ? Parce que, au fur et à mesure que l'avion a pris de l'altitude, ils se sont habitués rapidement au rythme d'augmentation de la vitesse.

Au Québec, notre « décollage », pour ainsi dire, s'est produit de 1960 à 1962. Aujourd'hui, nous sommes bien lancés et nous accomplissons peut-être plus de choses en une seule session que nous n'en faisons en deux ou trois auparavant. Par ailleurs, la machine administrative s'est rodée; elle ne fonctionne pas toujours parfaitement – d'accord – mais elle abat une quantité formidable de travail à laquelle on ne pouvait même pas s'attendre, il y a trois ans.

On oublie aussi souvent quelle somme de travail exige chacune des mesures que nous présentons à l'Assemblée législative. Nous légiférons dans des domaines où il est absolument interdit d'improviser car nous engageons toute notre collectivité. Mais voilà, nous nous sommes habitués à un rythme d'activité intense, quoique réfléchi; nous sommes moins portés qu'avant à le trouver impressionnant.

En 1962 et 1963, pendant des mois il a été question de la nationalisation de l'électricité. Toute la population en avait discuté avant qu'elle ne se fasse et elle en a parlé longtemps après. Ce fut ce que j'appellerais la « nouvelle de l'année ». Or, pour prendre un exemple tiré du domaine économique, la caisse de dépôt et placement aura, sur l'avenir du Québec, des effets probablement plus profonds que la nationalisation de l'électricité. Pourtant, non seulement en parle-t-on beaucoup moins, mais, au moment même où la loi constituant cette caisse est rendue publique, des gens craignent bien sincèrement, et bien candidement, que le gouvernement ait terminé sa marche en avant ! Il est pourtant facile de voir, et je n'ai pas besoin d'insister davantage, que le gouvernement ne se contente plus de marcher de l'avant; non, désormais, il court littéralement vers l'avenir ! Il y aura cinq ans, dans quinze jours, que la population du Québec aura accepté un engagement ferme que nous avons résolu de respecter: celui de lui donner une nouvelle fierté, une nouvelle raison d'être et d'agir. Nous avons décidé de construire un Québec nouveau et déjà, dans tous les domaines, nous avons commencé.

Nous n'avancions pas à la même vitesse partout, je suis prêt à le reconnaître, mais partout nous progressons. Le front est à l'attaque. Tous les flancs de notre armée du progrès avancent de concert avec le centre.

Et, croyez-moi, nous avons l'intention ferme de poursuivre et de compléter l'œuvre entreprise.

En terminant, je veux reprendre, si vous le permettez, la conclusion d'un discours que je prononçais à Ottawa, devant les Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec et de l'Ontario, le 3 juin 1961, il y a déjà quatre ans de cela ...

Malgré parfois certaines apparences imaginaires par définition, le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger ne ressent pas le besoin, à quatre ans de distance, de changer un seul mot de cette conclusion qui alors voulait résumer notre volonté d'innovation appuyée sur le désir d'affirmation de notre peuple. Je disais alors, et – même si cela n'entre pas dans mes habitudes – je cite textuellement le passage du discours auquel je me réfère:

« Le gouvernement du Québec – comme tout gouvernement – est formé de personnes, d'êtres humains qui ne sont ni infailibles ni tout puissants. Malgré les efforts qu'il nous faudra déployer, malgré les difficultés qui pourront surgir, une chose demeure toutefois certaine: nous ne permettrons pas, nous ne permettrons jamais si c'est humainement possible, que soit déçu cet immense espoir que nous avons soulevé chez tous les Canadiens français. »